



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat



Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

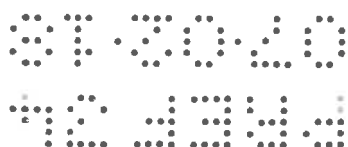
Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.



Partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Pôle Emploi Hérault - Convention cadre - Approbation

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et Pôle Emploi Hérault ont noué un partenariat afin de participer au développement économique, à l'emploi et à l'insertion sur le territoire métropolitain.

Ce partenariat fait l'objet d'une convention cadre dont les objectifs stratégiques sont de :

- faciliter le rapprochement entre l'offre et la demande d'emploi pour contribuer au développement des entreprises endogènes et lutter contre le chômage ;
- mieux valoriser le potentiel offert par le territoire en matière de ressources humaines, afin notamment d'attirer de nouvelles entreprises créatrices d'emplois sur le territoire.

Grâce à ce partenariat avec Pôle Emploi, depuis 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a pu accompagner une dizaine d'entreprises avec des besoins particuliers en termes d'implantation ou de développement sur notre territoire.

Dans le cadre de la politique de prospection et d'implantation d'entreprises, un dossier complet est réalisé par les services de Montpellier Méditerranée Métropole, grâce à des données fines fournies par Pôle Emploi, notamment sur les compétences présentes localement, les salaires pratiqués, les aides à l'emploi possibles.

Les entreprises locales qui rencontrent des problématiques particulières de recrutement liées à leur développement bénéficient également d'un accompagnement individualisé.

Par ailleurs, Pôle Emploi est partenaire des Rencontres pour l'Emploi que Montpellier Méditerranée Métropole organise deux fois par an : il participe à l'invitation des entreprises et demandeurs d'emploi, procède à l'enregistrement des offres d'emploi et effectue un suivi post-forum. (Une cinquantaine d'entreprises suivies à chaque édition).

En tant que signataire du Contrat de Ville de Montpellier Méditerranée Métropole, Pôle emploi est aussi un acteur important dans la co-construction des projets mis en œuvre dans le cadre du Podem (Projet pour le développement de l'emploi métropolitain), un dispositif de coordination et d'animation des politiques locales d'emploi et d'insertion construit à partir des priorités stratégiques du Contrat de Ville 2015-2020, dans lequel la mobilisation de l'ensemble des acteurs de l'écosystème économique tient une place centrale.

A cet effet, la mobilisation des entreprises signataires de la Charte Entreprises et Quartiers (près de 160 à ce jour) est importante, et nécessite l'accompagnement des entreprises qui s'engagent à recruter dans les quartiers prioritaires, pour accroître l'efficacité de ces engagements. Des outils spécifiques de Pôle emploi notamment seront proposés.

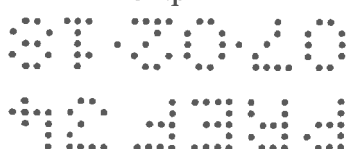
Concernant les clauses sociales sur les marchés, Pôle emploi a été impliqué de 2009 à 2012 dans le cadre de la convention « Emploi Qualification Insertion » relatifs aux travaux de la ligne 3 du tramway, ainsi que de 2013 à 2016, dans le cadre de la convention de coopération grands travaux.

Un partenariat spécifique sera formalisé fixant les modalités de partenariat de Pôle emploi au sein de la « Plateforme collaborative métropolitaine clauses sociales ».

Considérant l'ensemble des éléments exposés ci-avant, il est proposé de renouveler ce partenariat en 2018, en conservant les mêmes objectifs stratégiques, à savoir : faciliter le rapprochement de l'offre et de la demande d'emploi et participer au développement et à l'implantation des entreprises grâce à un accompagnement de qualité en termes de détection et valorisation des ressources humaines.

Les objectifs opérationnels proposés pour l'exercice 2018 sont les suivants :

- Réussir à satisfaire les offres de recrutement des entreprises nouvelles ou en développement, connues de Montpellier Méditerranée Métropole ;



- Mobiliser les dispositifs d'aides à l'embauche et de formation pour la requalification et l'adaptation à l'emploi ;
- Contribuer au processus de recrutement temporaire d'agents contractuels au sein de la Métropole afin de satisfaire un besoin non durable, selon des motifs et une durée d'engagement énoncés de manière limitative, conformément aux articles 3 (alinéa 1° et 2°) et 3-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, par la diffusion d'une annonce et la pré-sélection de candidats ;
- Apporter aux entreprises, dans le cadre de leurs projets d'implantation sur le territoire de la Métropole, des informations qui ont trait à leurs besoins de recrutement : notamment études de potentiel ressources humaines disponibles ;
- Mobiliser l'offre de service de Pôle Emploi en vue de l'accompagnement des conjoints de salariés, demandeurs d'emploi, arrivant sur le territoire de la Métropole ;
- Participer à des événementiels « emploi » sur la Métropole : Rencontres pour l'Emploi, forums et job-datings autour des filières stratégiques suivantes : numérique, santé, environnement, agro-alimentation, industries créatives, commerce et artisanat ;
- Favoriser l'insertion des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, notamment en lien avec les entreprises signataires de la Charte Entreprises et Quartiers et les actions retenues dans le cadre du programme opérationnel du Podem ;
- Participer (selon les modalités définies par convention de partenariat spécifique) à la "plateforme collaborative métropolitaine clause sociale" portée par la Métropole, un dispositif d'appui à Maîtrise d'ouvrage relatif à l'application de clauses sociales d'insertion dans les marchés sur le territoire de la Métropole ;
- Faciliter la circulation de l'information autour des services de Pôle Emploi ainsi que les liens de Pôle Emploi avec les services de la Métropole et les services des communes membres de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention cadre de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Pôle Emploi ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **06 FEV. 2018**

Pour extrait conforme,
Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : **15 FEV. 2018**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

